SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1922

Rapport des Commissions réunies des Finances, de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargées d'examiner le Projet de Loi relatif à l'intervention financière de l'État dans le coût des travaux et installations effectués par la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux en vue de l'alimentation en eau potable de villes et communes de l'agglomération bruxelloise et des Flandres.

(Voir les n^{os} 26, 33 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 2 février 1922.)

Présents : MM. LIGY, président ; ASOU, DE BAST, DELANNOY, le baron DE MÉVIUS, DE VISCH, DUCASTEL, HUISMAN-VAN DEN NEST, LEKEU, MAHIEU, RYCKMANS, SEELIGER, SERRUYS, VAN CAUWENBERGH, VAN DE MOORTELE et VINCK, rapporteur.

MESSIEURS,

Dans l'Exposé des Motifs du projet de loi soumis à nos délibérations, le Gouvernement demande à la Législature de le voter sans retard, afin que la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux puisse émettre, *le plus tôt possible*, l'emprunt qui doit lui procurer les fonds nécessaires pour poursuivre la réalisation d'un vaste projet dont l'achèvement rapide s'impose à tous égards.

Il s'agit, en effet, de pourvoir d'eau potable un certain nombre de villes des Flandres qui attendent impatiemment la distribution d'eau, qu'elles auraient eue à l'heure actuelle, si la guerre n'avait brusquement interrompu les travaux en cours.

Mais pour mener à bien cette œuvre d'un intérêt hygiénique incontestable, le concours financier de l'État est absolument nécessaire. C'est le but du projet soumis à notre examen. Il tend, en effet, à autoriser le Gou-

(2)

vernement d'intervenir, jusqu'à concurrence de 23 millions de francs, dans les dépenses des travaux et des installations restant à effectuer pour assurer l'alimentation en eau potable d'un certain nombre de villes et de communes, notamment Alost, Termonde, Gand, Bruges, Ostende et Blankenberghe.

La Chambre des Représentants, se rangeant de l'avis de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, a examiné d'urgence ce projet de loi, qui a été adopté, en sa séance du 2 février, à l'unanimité des votants.

L'importance considérable des intérêts en cause est évidente.

La nécessité absolue d'aller vite et de mettre fin à des incertitudes et des tergiversations très préjudiciables au point de vue de l'hygiène publique, n'est plus à démontrer. Aussi vos Commissions réunies vous proposent-elles, à l'unanimité des membres présents, d'examiner ce projet sans délai et elles vous demandent en conséquence de le voter au cours de la séance de ce jour.

Le Rapporteur,
E. VINCK.

Le Président,
A. LIGY.